



Assemblée générale

Distr. générale
13 avril 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Seizième session

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme*

16/34

Services consultatifs et assistance technique au Burundi

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la résolution 60/251 du 15 mars 2006 de l'Assemblée générale,

Gardant à l'esprit la résolution 2004/82 du 21 avril 2004 de la Commission des droits de l'homme et les résolutions 6/5 du 28 septembre 2007 et 9/19 du 24 septembre 2008 du Conseil,

Prenant note que le Conseil est convenu à sa quinzième session d'organiser un dialogue sur le Burundi à sa seizième session,

Reconnaissant les changements majeurs qui se sont produits au Gouvernement et dans la représentation du Burundi par suite des élections tenues dans ce pays entre juin et septembre 2010,

Conscient du fait que le nouveau Gouvernement a bien accueilli le processus visant à établir une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 9/19,

* Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme figureront dans le rapport du Conseil sur sa seizième session (A/HRC/16/2), chap. I.

Décide que l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Burundi fera rapport au Conseil à sa dix-septième session et que son compte rendu sera suivi d'un dialogue.

48^e séance

25 mars 2011

[Résolution adoptée sans vote.]
